

INITIATIVES

Histoire d'une bulle bleue

Bulle Bleue a été fondée en novembre 1986 pour répondre au problème de la déperdition d'ozone sous l'action des CFC, avec comme conséquence la plus spectaculaire, l'apparition du « trou » antarctique d'ozone lors du printemps austral. *Bulle Bleue* a, en 1987, décidé de donner la priorité au réchauffement climatique (improprement appelé « effet de serre ») et a diffusé ses premières brochures. Collaborant de janvier 1987 à décembre 1988 à la « commission ozone » des Amis de la terre, elle a développé le « réseau ozone » avec une exposition : « Les mystères de l'ozone ». Depuis janvier 1989 (après ralliement de la commission ozone), elle développe diverses actions et projets : badges, récupérations de CFC, production de brochures, réunions de formation, etc.

Bulle Bleue, 12, rue Francis de Pressensé, 75014 Paris.

L'Europe à contre-courant

Le premier festival européen de l'édition indépendante s'est tenu les 15, 16 et 17 septembre à Amsterdam pour présenter un panorama de courants quali-

fiés, selon les cas, d'alternatifs, d'indépendants ou de radicaux. Cette manifestation se veut en opposition significative à la Foire du livre de Francfort, où a d'ailleurs été lancée, en 1986, cette idée d'un festival de l'échange européen. La manifestation ne se cantonne pas au livre : le manifeste de la Fondation «l'Europe à contre-courant» rassemble, sous le besoin proclamé de créer ses formes personnelles, tous les moyens d'expression - de l'affiche au système informatique, en passant par la brochure et la vidéocassette. *Terminal* a participé à cette initiative et en rendra compte dans un prochain numéro..

Fondation l'Europe à contre-courant : Erik Nieuwendijk/ Eef Vermeij, Jodenbreestraat 24 - 1011 NK Amsterdam. Tél. : (0)20-258979/ 272643. Téléfax : (0)20-203570. Giro : 4727707. Banque ASN/Den Haag - 871477157.

SE FORMER

Qu'est-ce que la médiation ?

« La médiation est un moment, un lieu, où il est possible d'exprimer nos différences et de reconnaître celles d'autrui. C'est une rencontre au cours de laquelle on découvre que nos

conflits ne sont pas nécessairement destructeurs, mais générateurs d'une relation nouvelle. » Ainsi la définissent les animateurs du Centre de médiation et de formation à la médiation (CMFM). C'est une association créée pour éviter que toute situation conflictuelle débouche sur l'agressivité, la violence parfois. Les médiateurs vont aider les plaignants à exprimer leurs expériences et leurs sentiments et à reconnaître la différence de l'autre, sans se situer ni en juge, ni en arbitre. Ils cherchent à rétablir la communication. Si une compensation matérielle est décidée, ils seront garants de cet arrangement. Bénévoles, ayant eux-mêmes connu des conflits, les adhérents de cette association veulent la faire partager à d'autres. Les médiations sont gratuites et peuvent durer entre une et cinq heures. Pour diffuser cette méthode, ils ont décidé de créer ce centre CMFM avec une formation à la médiation « qui peut nous permettre de mieux vivre ensemble ».

CMFM : 18, rue Tournefort, 75005 Paris. Tél. : (1) 43 36 70 07.

INFO TECHNO

Un centre d'information et de documentation

Celui du ministère de la Recherche et de la Technologie, qui publie un abondant bulletin bibliographique trimestriel, dans lequel on peut relever quantité de références d'ouvrages consacrés à l'informatique, aux nouvelles technologies, aux technopoles, dont certains (bien sûr) ont été écrits par des collaborateurs de *Terminal*. Le fonds documentaire comprend près de 36 000 documents, souvent sur microfiches.

Une médiathèque met à la disposition du public des photos, des diapos sur les réalisations scientifiques et techniques françaises ; des cassettes audio et vidéo : enregistrements des interviews du ministre, des émissions scientifiques. Le centre de documentation répond à toute demande émanant des services du ministère, mais aussi de l'extérieur (administrations, entreprises, postes diplomatiques, milieux universitaires, cabinets d'études).

Renseignements : 1, rue Descartes, 75231 Paris cedex 05. Tél. : (1) 46 34 33 72.

FTS : bilingue !

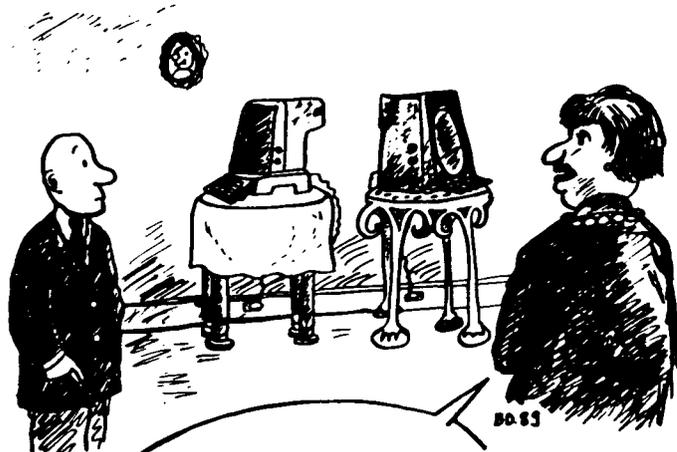
French technology survey, cette newsletter internationale, bien faite, est constituée d'une sélection d'informations sur l'innovation technologique en France et les grandes tendances européennes. FTS vient de lancer une édition française (dans le monde scientifique cette « francisation » mérite d'être soulignée), mais aussi une édition chinoise (plutôt pour Hong-Kong que pour la place Tien An Men vues les circonstances du « tragique bond en arrière » des bureaucraties du PC chinois). Dans le numéro de mai 1989, on apprend à la rubrique 2, « tendances technologiques en France » que 2 000 entreprises, dont 1 300 PME, poursuivent une activité de recherche et développement permanente et organisée, essentiellement dans six branches d'activité, notamment les constructeurs de matériel électrique et électronique (c'est là qu'est fourrée l'informatique) : 28 % des dépenses en RD des entreprises françaises... La rubrique 6 est consacrée à l'informatique.

Renseignements : Aditech/FTS, 96, bd Auguste Blanqui, 75013 Paris. Tél. : (1) 47 07 14 41.



T Industries de la langue

« Dénomination elliptique et cavalière » estime le communiqué annonçant la création de l'observatoire français des industries de la langue, sous l'égide du secrétariat d'Etat à la francophonie. En effet, il ne s'agit pas de langue de cheval, mais d'identifier les dix pôles du complexe des industries de la langue allant de la communication parlée à l'intelligence artificielle en passant par la traduction, les traitements de texte, l'édition de logiciels, la PAO, etc. L'observatoire précise : « Les industries de la langue ne constituent pas encore actuellement un secteur industriel autonome, ou une fi-



DEPUIS QU'IL L'A TRAITÉE DE PERROQUET, ILS NE S'ADRESSENT PLUS LA PAROLE

lière industrielle au sens strict, mais un ensemble d'activités de conception, de production et de commercialisation d'outils, de produits, de services donnant lieu à un traitement automatisé de la langue. Avec la diffusion des technologies de l'information, tous les secteurs d'activité socio-économique sont peu ou prou concernés, dès lors qu'ils touchent aux activités de communication, de génération et de diffusion de messages écrits ou parlés. ». Les missions qui lui sont confiées seront donc de trois ordres : recherche de toutes données ayant trait à ces applications, prévoir et éclairer les évolutions du marché, organiser séminaires et colloques pour aider à la connaissance des réalisations françaises. Cela a commencé par une étude d'envergure sur les terrains, les concepts, les produits et les marchés liés aux industries de la langue.

Renseignements :
61, rue de Vaugirard, 75006 Paris. Tél. : (1) 42 22 18 88.

T Systèmes experts industriels

En juin, se tenaient en Avignon les 8^e journées internationales sur les systèmes experts. *Technique et science informatique* (TSI), revue qui paraît six fois par an, va en publier les actes. Elle les annonce ainsi : « Si les développements que nous présentons ici montrent combien la technique des systèmes experts, arrivée à une certaine maturité, s'implante dans tous les secteurs d'activité,

depuis l'hydrologie, l'industrie jusqu'au tertiaire en passant par l'enseignement, ils indiquent aussi une grande diversité de directions de recherche, dans les domaines de l'extraction de connaissances, de l'intégration aux systèmes d'information existants (base de données, logiciels ou environnements) ou des traitements en temps réel. »

Renseignements :
CDR, 11, rue Gossin, 92543 Montrouge cedex.
Tél. : (1) 46 56 52 66.

T Echanges Nord-Sud

Le Groupe de recherche et d'échanges technologiques (GRET), depuis sa constitution en association en 1976, s'est mise au service de tous ceux qui sont engagés dans le développement agricole, artisanal et micro-industriel du tiers monde. Engagé dans 44 projets en Afrique, en Asie, en Amérique latine et aux Caraïbes, le GRET cherche à susciter l'innovation technique et promouvoir des opérations de développement. Il ne finance pas ces projets mais les appuie à la demande de groupes ou d'institutions. Avec l'aide de contrats auprès de ministères et d'organismes internationaux, il traite et fait circuler l'information technique et méthodologique grâce à des équipes spécialisées de recherche et d'appui (agriculture, transformation des produits agricoles, habitat-construction, énergies renouvelables...). Ses activités de communication : service échanges et communications, base de données, centre de doc, audiovisuels, périodiques et ouvrages (80 titres) constituent un outil pour le développement. Il emploie 40 permanents et est membre du réseau SATIS et de la fondation Nord-Sud.

Renseignements :
GRET,
213, rue Lafayette, 75010 Paris.
Tél. : (1) 42 39 13 14.

T JESSI

Le conseil des ministres du 14 juin a entendu une communication de M. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie, sur le renforcement technologique de la France. Les aides sectorielles étant désormais prohibées par Bruxelles, le gouvernement français a choisi, à l'instar de la RFA, d'aider la recherche, et en particulier la recherche industrielle. Roger Fauroux a

donc annoncé la relance de grands programmes technologiques : télévision à haute définition, composants électroniques, voiture propre, train à grande vitesse, nouveaux matériaux, design industriel. Parmi ces programmes, le Joint Européen Submicron Silicon (Jessi) qui associe autour de SGS-Thomson, Philips et Siemens, trente-deux firmes et instituts de recherche de cinq pays pour un financement total de 29 milliards de francs en huit ans, sur lesquels la France financera 5 milliards, dont plus de 3 milliards par les pouvoirs publics. L'objectif de ce programme est de placer les trois fabricants européens, Philips, Thomson-SGS et Siemens dans la compétition mondiale des composants électroniques, pour développer et fabriquer les microprocesseurs et les puces qui peuvent concurrencer Américains et Japonais. A part le programme « voiture propre », cette relance ne comporte pas de changement dans les politiques étatiques : il s'agit toujours d'aider les industriels à faire face à une concurrence accrue, dans un monde économique aux valeurs et aux finalités inchangées.

Eric Braine

T Logiciel alternatif

Pour la gestion de l'information et des relations personnelles ou associatives. A l'attention des responsables d'associations, animateurs. Le QOQQ (Qui-Où-Quoi-Quand) est un modèle de base de données relationnelles qui s'inspire d'une réflexion sur l'économie alternative (présentée lors du dernier salon « Vivre et travailler autrement »). C'est aussi un logiciel opérationnel (disponible sur compatible PC double disquette ou disque dur) qui permet d'enregistrer aisément toutes les données concernant : personnes (individus ou groupes), liens/

contrats, lieux (publics, privés, salles), domaines d'intérêt, annonces (offres, demandes, projets), activités (rendez-vous, réunions, ateliers), invitations/inscriptions, emplois du temps. Il permet de répondre immédiatement à toutes les questions combinées portant sur le Qui, le Où, le Quoi, le Quand et, grâce à des programmes d'impression paramétrables, de réaliser tous documents utiles (annuaires, agendas, annonces classées...).

Contact : Vincent, EMD.
Tél. (1) 42 01 93 47
ou 43 96 37 11.

Après les virus, les bactéries !

Pauvres ordinateurs ! Il n'y a pas que les virus logiciels... Bien plus dangereuses, mais aussi bien mieux maîtrisées sont les bactéries. Elles participent d'un ensemble de particules qualifiées de contaminantes. Chimiquement et physiquement, elles entravent notamment la fabrication de semi-conducteurs. Au chevet des malades : l'Asprec (Association pour la prévention et l'étude de la contamination). Principales causes : l'empoissonnement de l'air, la malpropreté des salles et du personnel. Du travail pour les spécialistes.

L ECTURES

L'énergie dans l'économie

1973 : choc pétrolier et choix du tout-nucléaire. 1989 : en 15 ans le PIB français a crû de 40 %, la consommation d'énergie que (10 % grâce aux économies d'énergie). Après la pénurie, la surproduction. De ces mutations sortira-t-il un mode de développement qui permette le décollage des pays pauvres, réduise la pollution, épargne les ressources et envisage la sortie du nucléaire ? Pierre Radanne, ancien de l'AFME (Agence française pour la maîtrise de l'énergie) et co-fondateur de l'INESTENE (Institut d'évaluation des stratégies énergétiques en Europe), et Louis Puisieux, ancien économiste d'EDF, répondent à ces questions. A lire d'urgence.

L'Energie dans l'économie de Pierre Radanne et Louis Puisieux. Commandes à l'INESTENE : 36, rue de la Butte-aux-Cailles, 75013 Paris. Tél. : (1) 45 65 08 08. 75 F franco.

Guide de l'industrie nucléaire

Sous un angle nouveau, ce livre présente l'infrastructure industrielle française, fortement imprégnée par le lien civil/militaire. Les principaux acteurs, les organismes d'Etat et les industriels, les programmes, les moyens et sites de production, les installations civiles et militaires... tout est passé au peigne fin pour offrir une vue d'ensemble



du complexe militaro-nucléaire aussi complète que détaillée. L'auteur est journaliste à WISE (World Information Service of Energy), réseau international créé en 1978 pour assurer la collecte et la redistribution d'informations entre les ONG et les associations spécialisées dans l'énergie, l'environnement, les problèmes du tiers monde.

Guide de l'industrie nucléaire française - De la mine aux déchets, du réacteur à la bombe de Mary Davis. Ed. WISE, Paris - L'Harmattan - 190 pages, 98 F.

Les dossiers de la non-violence

Non-violence actualités, vous connaissez bien sûr ! On échange des pubs avec eux. Ils publient aussi des dossiers au format A4. Après ceux consacrés à « Gandhi et Martin Luther King », « Résistances civiles et défense populaire non-violente », « L'action non-violente, guide théorique et pratique », « Jacques de la Bollardière, compagnon de toutes les libérations », le dernier paru s'intitule : « Pour une éducation non-violente ». 128 pages pour expliquer, témoignages à l'appui, comment apprendre à l'enfant à résoudre les conflits et devenir un être autonome, prenant des initiatives et affirmant ses idées. Solidarité et coopération, car la violence ne résoud rien.

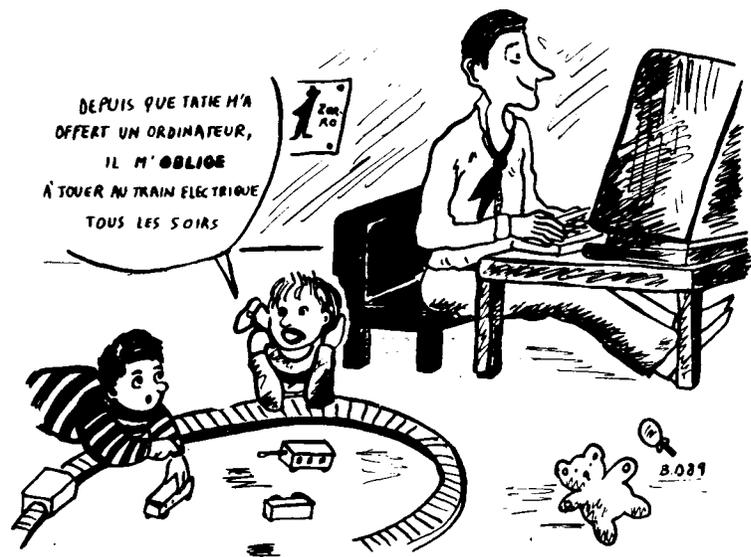
NVA : 20, rue du Dévidet, 45200 Montargis. 80 F port compris.

EN REVUES

La ville en revue

Le secrétariat permanent du Plan Urbain publie chaque trimestre *Les Annales de la recherche urbaine*. Chaque revue comporte une douzaine d'articles réunis autour d'un thème choisi en fonction de l'actualité de la recherche urbaine, à partir des travaux du Plan Urbain. Sous une forme qui se veut accessible au plus large public, les résultats de recherches récentes menées à travers le monde sur les politiques urbaines, les pratiques et les mouvements sociaux dans les villes, la planification urbaine et l'aménagement spatial, la gestion et l'aménagement de l'environnement et du cadre de vie sont présentés autour d'un thème particulier. Numéros parus (ou à paraître) : Villes et Etats, Trans-





ports en commun, Risques et périls, Familles et patrimoines, Images et mémoires, Espaces de la révolution, Metteurs en espace, Technopoles et métropoles.

Renseignements :
Tél. : (1) 46 47 32 71.

R Annales des mines

Fondée en 1794, cette revue vient de réaliser un numéro spécial : « Les entreprises face à la construction européenne ». En 30 articles, ce dossier complet offre un guide des institutions de la CEE et de leur intervention dans la vie des entreprises, dresse un inventaire des stratégies développées par les industriels pour s'adapter aux règles du jeu de 1993 et dévoile les enjeux économiques de la construction de l'Europe. Les auteurs sont des responsables de la CEE, des entrepreneurs, des fonctionnaires...

Renseignements :
Tél. : (1) 45 56 47 17.
Prix : 135 F TTC..

R Pour

C'est la revue du GREP (Groupe de recherche pour l'éducation et la prospective). Le n° 120 porte sur « l'illettrisme et l'exclusion sociale », faille dans la société de consommation où

réapprendre nécessite de vraies pédagogies, mais aussi les moyens d'une politique.

150 pages pour 70 F à commander aux Editions l'Harmattan, 16, rue des Ecoles, 75005 Paris. Tél. : (1) 43 26 04 52.

R Chimères

Dirigée par Gilles Deleuze et Félix Guattari, elle se présente comme revue des schizoanalyses. Au sommaire (entre autres) du n° 7, des articles de François Fourquet (« L'impuissance de la pensée »), de Félix Guattari (« Ritournelles et affects existentiels »), de Michel Butor (« Recherches sur le livre »).

Abonnement 280 F ou 75 F le numéro. A commander aux éditions Dominique Bedou, BP 62, 46300 Gourdon.

R Terrain

Sous-titré « carnet du patrimoine ethnologique », ce semestriel édité par le ministère de la Culture consacre les 154 pages de son numéro 12 au thème suivant : « Du congélateur au déménagement, pratiques de consommation familiale ». Les ethnologues montrent la dimen-

sion culturelle de la consommation familiale. Exemple : l'article de Jean-Pierre Bozonnet, « L'hôte mythique du foyer : publicité et motivations pour la micro-informatique domestique », dans lequel on apprend que « le micro-ordinateur a été introduit dans 10 % des foyers français grâce à des publicités ambitieuses (vous deviendrez Einstein...) et l'image sérieuse de l'appareil qui, acheté pour la gestion du budget familial ou les études, ne sert en fait qu'à jouer. » Las !

En librairie 60 F ou sur commande au CID. Tél. : (1) 43 54 47 15.

R Vulgariser

Si le mot a une connotation méprisante, comme une concession qu'il faudrait faire au bon peuple ignorant, on ne peut que saluer les trop rares initiatives qui y contribuent. La revue trimestrielle *Saga* (vendue en kiosque) a consacré son deuxième numéro à « 2000 ans d'informatique racontés à ceux qui n'y connaissent rien ». Ce travail soigné est l'un des premiers à présenter au grand public une approche culturelle et critique du phénomène informatique, avec beaucoup d'humour. Cela débute par une savoureuse nouvelle de Didier Daenincks, auteur de *Meurtre pour mémoire*, et se termine par un point de vue

assassin de Gérard Mordillat sur le traitement de texte. Avec aussi une histoire d'IBM, une interview de Jacques Fauvet de la CNIL, et une courte, mais percutante, analyse du psychanalyste Gérard Miller.

Lu dans Tech n° 5, avril-mai.

R Culture technique

Editée par le Centre de recherche sur la culture technique (CRCT), cette revue est tirée à 3 000 exemplaires. Il ne s'agit pas d'une publication fonctionnant à partir d'un comité de rédaction. Chaque numéro est le résultat d'un séminaire de réflexion sur un sujet choisi en fonction de son actualité et de sa capacité à mettre en évidence le complexe de culture technique. Pour chaque numéro, le CRCT rassemble une trentaine de spécialistes et praticiens sur un thème déterminé. Ainsi, parmi les 18 numéros parus, relevons : « Machines au foyer » (n°3), « Ethnotechnologie, créativité » (n° 8), « Robotique, automation » (n° 7), « Recherche » (n° 18). Le prochain à paraître portera sur les transports.

Abonnement : 400 F pour 3 numéros. Renseignements : CRCT, 69 bis, rue Charles-Laffite, 92200 Neuilly-sur-Seine.

COURRIER

Votre numéro sur les virus était particulièrement intéressant, je me suis décidé à me réabonner. Pour moi, votre meilleur numéro restera le numéro spécial sur l'IA, avec des points de vue fameux (celui de Nivat m'ayant particulièrement fait rire). J'aimerais des numéros spéciaux ou articles sur les réseaux, car il est difficile pour les non-spécialistes de comprendre cette jungle où tout est possible mais où rien ne marche comme prévu (incompatibilité...).

Par ailleurs, dans chacun de vos numéros, j'ai toujours trouvé un ou deux articles très intéressants, même si le numéro entier n'était pas passionnant.

Michel Habib (Montpellier)

R Le PCF et la technologie

Elle s'appelle *Avancées scientifiques et techniques*, couverture quadri, joliment présentée sur 48 pages. C'est la revue trimestrielle du PC sur les sujets qui nous concernent. Le dernier numéro, européennes obligent, traite de la coopération et critique la politique industrielle gouvernementale qui « *laisse les multinationales s'emparer des filières technologiques françaises* ». Ce dossier, a contrario plaide pour un contrôle démocratique, un « *nouvel ordre international qui favorisera l'accès de tous les peuples au progrès, dans la paix et le désarmement* ». Il ne manque plus que la ritournelle : rejoignez le PCF ! Le Guen, le directeur l'annonce dans l'édito : « *Leurs propositions (celles des communistes, NDLR) sont seules à même de donner un contenu démocratique, social...* ».

Quand on démarre comme ça, ça ne donne pas envie de continuer. Pourtant le dossier est traité méthodiquement avec notamment une présentation cocorico des fleurons de la techno made in France : TGV, Aérospatiale et un dithyrambe de la coopération franco-soviétique (Gorba est là...). Ça se termine sur une présentation apologetique du rapport de 1987 de la commission de l'ONU sur l'environnement et le développement (rapport Bruntland) intitulé « *Notre avenir à tous* ». M^{me} Bruntland, norvégienne, a la faveur du PC parce qu'elle défend cette idée du « *bon progrès* » contre les vilains exploiters, pollueurs, militaires, en un mot les impérialistes. Et de citer Jojo (Marchais) à l'appui : « *Les progrès fulgurants des sciences et des techniques rendent aujourd'hui possible la victoire sur la famine, la pénurie, les épidémies...* ». Quel credo ! Au passage, ils égratignent « *les contorsions des écologistes qui continuent à renvoyer dos à dos les systèmes économiques et les partis* ». Là aussi, il faudra de la glasnost car, bien entendu, Tchernobyl pas vu, pas connu !

J.Y Sparfel

25 F le numéro.



SOS SCHENGEN !

L
E
B
I
L
L
E
T
D
E
J
E
A
N
C
H
E
S
N
E
A
U
X

Le traité signé le 14 juin 1985 à Schengen (Luxembourg) entre la France, l'Allemagne, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg a supprimé les contrôles policiers entre ces cinq pays et les a reportés aux frontières extérieures de ce conglomérat. Un « indésirable » dans l'un des pays le devient ipso facto dans les quatre autres, qu'il soit délinquant ou demandeur d'asile, immigré ou « suspect ». Et le droit d'asile est automatiquement aboli d'un des cinq pays à l'autre.

Ce qui suppose une précision dans l'information, une capacité de stockage des données, une rapidité de consultation, dont seul l'ordinateur est capable. Le « SIS » (système informatisé de Schengen) eut été impensable à l'âge du fichier manuel et du téléphone.

Le SIS va bien plus loin que le simple échange technique d'informations entre les polices européennes, pratique déjà courante (système dit de Trévi). Désormais, la mise en commun des contrôles policiers s'inscrit dans un espace qui est en quelque sorte big-brotherisé. Va-t-on vers des « paradis de données informatiques » ? comme il y a des « paradis fiscaux », c'est-à-dire des zones hors-normes qui échappent au contrôle démocratique sur les fichiers informatisés et sur le respect de la vie privée.

La CNIL, que le ministre Roland Dumas n'avait même pas consultée avant de signer à Schengen et qui a appris par hasard l'existence du SIS lors d'une réunion technique à Oslo, aux dires de son président Jacques Fauvet (Le Monde, 25 juin) ne cache pas son inquiétude. Le droit de regard du Parlement français sur les fichiers personnels informatisés ne risque-t-il pas de devenir caduc ? Peut-on raisonnablement penser que ce droit de regard sera maintenu s'il est transféré à un échelon européen, alors que les modalités du contrôle varient beaucoup d'un pays à l'autre ?

Selon l'effet Schengen, un suspect fiché dans un pays l'est automatiquement dans les autres, un critère de suspicion en vigueur dans un pays l'est automatiquement dans les autres, mais il est très douteux que le contrôle civique de la gestion des fichiers policiers soit lui aussi mis en commun...

Schengen, salué par le ministre Edith Cresson comme une « locomotive » capable d'entraîner le reste de la CEE, et ratifié à la sauvette par le Parlement français, pose un problème éthique et politique, et non seulement technique. Les organisations de défense des droits de l'homme nous lancent un SOS.